



Pour diffusion immédiate : 10/1/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**REMARQUES TELLES QUE PRÉPARÉES : LA GOUVERNEURE HOCHUL  
PRESENTE L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE 2023**

***Le programme « Réaliser le rêve de New York (Achieving the New York Dream) »  
comprend 147 initiatives audacieuses pour faire de New York une ville plus  
abordable, plus vivable et plus sûre***

***La stratégie « Pacte de logement de New York (New York Housing Compact) »  
pour résoudre la crise du logement de New York et construire 800 000 nouveaux  
logements au cours de la prochaine décennie***

***Plan de transformation visant à renforcer les soins de santé mentale, à ajouter 1  
000 lits pour les traitements psychiatriques en milieu hospitalier et à ajouter 3 500  
logements pour les personnes souffrant de maladies mentales***

***Initiatives et investissements importants en matière de sécurité publique pour  
réduire les crimes par armes à feu et les crimes violents***

***Augmentation annuelle du salaire minimum et indexation en fonction de  
l'inflation, pour aider les New-Yorkais à faire face à l'augmentation du coût de la  
vie***

***Programme de plafonnement et d'investissement (Cap-and-Invest) pour réduire  
les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre le changement climatique***

***165 millions de dollars pour soulager plus de 800 000 usagers des services  
publics***

***Projet visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables, plus  
accessibles et plus équitables à New York***

***Le livre sur l'état de l'État est accessible [ici](#)***

La gouverneure Kathy Hochul a prononcé aujourd'hui son discours sur l'état de l'État pour 2023, dans lequel elle a exposé son plan pour la réalisation du rêve de New York.

Dans son discours, la gouverneure Hochul a souligné les principaux éléments nécessaires pour faire de New York une ville plus abordable, plus vivable et plus sûre.

Les remarques préparées par la gouverneure sont présentées ci-dessous :

Merci, Lieutenant Gouverneur Delgado. Je suis fière de vous avoir à mes côtés alors que nous nous mobilisons pour les habitants de New York. Et merci au Révérend Dr. W. Richardson pour cette belle invocation.

Je tiens également à remercier mes partenaires au sein du gouvernement : Le contrôleur de l'État Tom DiNapoli. Le procureur général de l'État, Tish James. Le chef de la majorité au Sénat, Andrea Stewart-Cousins. Le président de l'Assemblée Carl Heastie. La chef de la majorité de l'Assemblée, Crystal Peoples-Stokes. Le chef de la minorité, Sénateur Rob Ortt. Le chef de la minorité de l'Assemblée, Will Barclay. Les juges de la Cour d'appel de New York. Le maire Adams et les maires et les dirigeants des comtés de tout l'État. L'ancien gouverneur, David Paterson. Les membres de mon cabinet. Les délégués syndicaux et invités de marque.

Mes chers élus, je suis très heureuse d'être de retour dans cette salle, pour enfin être avec vous en personne. Il y a à peine un an, Omicron nous a forcés à nous réunir à distance. Aujourd'hui, je m'adresse en direct non seulement à vous mais aussi à ceux que nous avons le privilège de servir.

Mes concitoyens new-yorkais, après trois années très difficiles, tragiques, douloureuses, je suis fière de dire que l'état de notre État est solide, mais nous avons du travail à faire.

L'année dernière, face à d'immenses difficultés et incertitudes, nous avons résisté. Nous avons prouvé au monde entier que New York peut être abattu. Mais on se relève toujours et encore.

Pour cette raison, je suis optimiste quant à l'année à venir et à l'avenir. Nous avons encore de grands défis à relever, mais il vaut toujours la peine de se battre pour faire ce qui est juste.

Je suis convaincue que si nous nous unissons, en ce moment décisif, et si ceux d'entre nous qui occupent des postes clés font ce qu'il faut pour les habitants de New York, nous disposons ensemble d'un potentiel illimité.

Comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture : Lorsque nous sommes unis, rien ne peut nous arrêter. Et lorsqu'il s'agit des sommets qui restent à gravir, nous sommes prêts à le faire cette année en raison des sommets que nous avons déjà gravis par le passé.

En 2022, nous avons réalisé des investissements historiques pour renforcer et moderniser nos infrastructures, élaborer un système de transport public de calibre

mondial, développer une éducation publique solide, faire face au changement climatique, renforcer notre système de santé, aider nos petites entreprises à se remettre de Covid et stimuler le développement économique à travers l'État.

Nous avons obtenu les plus grands investissements de l'histoire de l'État, dont 20 milliards de dollars provenant d'IBM et 100 milliards de dollars de Micron, créant ainsi 50 000 nouveaux emplois. Nous avons accéléré les allègements fiscaux pour la classe moyenne, accordé des remises d'impôts fonciers et mis en suspens la taxe sur l'essence lorsque les prix à la pompe ont atteint des niveaux records.

Vous avez adopté, et j'ai signé, plus de 840 projets de loi. Face aux tragédies et au fléau croissant de la violence des armes à feu, nous avons renforcé nos lois sur la sécurité des armes à feu, qui étaient déjà les plus strictes du pays.

Lorsque la Cour suprême a renversé la décision Roe v. Wade, nous avons pris des mesures audacieuses pour garantir que - ici à New York - l'accès aux soins de santé reproductive demeure un droit de la personne.

Et même si nous disposions de revenus exceptionnels et d'une aide fédérale ponctuelle, grâce à nos partenaires à Washington - le chef de la majorité Schumer, le sénateur Gillibrand et les membres de notre délégation au Congrès,

nous avons également mis de l'argent de côté pour les mauvais jours. Avec un peu de recul, c'était clairement une bonne décision compte tenu du fait qu'un an plus tard, une majorité d'économistes prédisent une récession.

Et c'est aussi une des raisons pour lesquelles nous n'augmenterons pas l'impôt sur le revenu cette année. Je remercie l'Assemblée législative pour avoir été partenaire pour relever les défis de 2022.

Lors de ma dernière visite, j'ai parlé du rêve de New York. De génération en génération, les gens du monde entier viennent ici à la poursuite du rêve américain.

Si je suis ici aujourd'hui, c'est parce que ma famille a réalisé ce rêve. Et je veux que davantage de New-Yorkais puissent bénéficier des mêmes opportunités que celles de ma famille. Voilà ce qu'est le service public.

La célèbre Frances Perkins, secrétaire au travail de FDR, a dit un jour : « Un gouvernement doit viser à offrir à tous ceux qui sont sous sa juridiction la meilleure vie possible. » C'est tout.

C'est notre travail. C'est pour cela que nous sommes là. Et nous ne pouvons pas dire que nous avons déjà terminé. Car même si nous avons préparé la scène de ce qui devrait être la période la plus prospère de l'histoire de New York,

si les New-Yorkais ne se sentent pas en sécurité dans nos communautés, s'ils ne peuvent pas se permettre d'acheter une maison ou de payer leur loyer, alors le rêve reste hors d'atteinte.

Nous voyons déjà des indices d'un exode que nous ne pouvons ignorer, ce que je ne connais que trop bien pour avoir grandi à l'ouest de New York, à une époque où les emplois étaient si difficiles à trouver. Nous ne pouvons pas permettre que cela se reproduise. La bonne nouvelle est : les choses n'ont pas à se passer ainsi.

Ce que je vais aborder aujourd'hui est un large aperçu des principales mesures qui rendront New York plus abordable, plus vivable et plus sûre. Permettez-moi de vous expliquer comment nous comptons y parvenir.

Ma première priorité a toujours été et restera toujours de veiller à la sécurité des New-Yorkais.

Et pas un jour ne passe sans que je ne me consacre à cet objectif. La pandémie a causé tant de ravages dans notre État, notre pays et la société elle-même. Et elle a eu un impact considérable sur la sécurité publique.

Le malaise omniprésent qui s'est introduit dans nos vies quotidiennes, l'isolement social et les difficultés économiques ont conduit à une augmentation à l'échelle nationale de la criminalité et de la violence armée que nous combattons actuellement.

Pour y faire face, nous avons élaboré de nouvelles stratégies et investi dans de nouveaux programmes. Nous avons renforcé nos lois de prévention de la violence armée en adoptant des lois encore plus strictes et en comblant les lacunes. En interdisant les armes fantômes et en développant les conditions de mise en liberté sous caution pour les crimes commis avec des armes à feu. Des poursuites plus rigoureuses contre le trafic d'armes. En imposant le recours à la loi du drapeau rouge (Red Flag), ce qui a permis, dans plus de 5 000 cas, d'empêcher des armes à feu de tomber entre les mains de personnes qui ne devraient pas en avoir et d'éviter que des innocents ne soient blessés.

En augmentant la limite d'âge à 21 ans pour l'achat d'armes semi-automatiques. En créant un groupe de travail sur les armes à feu illégales, le premier du genre au niveau national, qui a permis d'éliminer plus de 10 000 armes à feu illégales de nos rues l'année dernière. Et en triplant nos investissements en faveur des programmes d'interruption de la violence armée.

Nous avons collaboré avec les gouvernements locaux comme jamais auparavant. Qu'il s'agisse de déployer plus de policiers dans les métros ou de faire disparaître des obstacles à Rochester, pour que les parties prenantes collaborent enfin. Et nos efforts commencent à porter des fruits.

L'année dernière, nous avons constaté une baisse à 2 chiffres des homicides et des fusillades. Mais nous sommes encore loin des niveaux de criminalité pré-pandémique - et notre tâche est loin d'être achevée. Aucun aspect du débat sur la sécurité publique n'a suscité plus de controverse que la réforme de la mise en liberté sous caution.

Comme c'est souvent le cas dans le monde de la politique aujourd'hui, la conversation se transforme rapidement en un débat entre deux camps opposés sans aucun terrain d'entente. Mais je crois qu'il y a plusieurs choses sur lesquelles la plupart des gens peuvent s'entendre.

Premièrement, la valeur du compte bancaire de quelqu'un ne devrait pas déterminer s'il devra rester en prison ou s'il rentrera chez lui, avant même d'avoir été reconnu coupable d'un crime.

C'était là l'objectif de la réforme de la mise en liberté sous caution. C'était un objectif juste, et je m'y tiens. Deuxièmement, la réforme de la mise en liberté sous caution n'est pas la principale cause d'une vague de criminalité au niveau national résultant d'une combinaison de facteurs, dont la pandémie. Et troisièmement, que la loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution, telle qu'elle est rédigée actuellement, peut encore être améliorée.

En tant que dirigeants, nous ne pouvons pas ignorer cela, alors que les New-Yorkais nous disent si souvent que la criminalité est leur principale préoccupation. Et donc, je m'adresse à mes partenaires du corps législatif, commençons par cette idée commune et discutons de manière réfléchie pendant le processus budgétaire des améliorations que nous pouvons apporter à la loi.

Bien sûr, nous savons que la modification de nos lois sur la mise en liberté sous caution ne fera pas automatiquement baisser les taux de criminalité. Par ailleurs, les investissements remarquables que nous faisons en matière d'éducation, de logement et de santé mentale, contribuent tous à stabiliser les communautés et à lutter contre les inégalités historiques. Nous devons maintenir ces investissements.

Je propose également l'investissement le plus important jamais réalisé dans le cadre de l'initiative Élimination de la violence par armes à feu (Gun Involved Violence Elimination) de l'État, connue sous le nom de GIVE, qui permet de préserver des vies dans les communautés les plus durement touchées par la violence armée. En bref, nous investissons dans des mesures qui ont fait leurs preuves.

À Buffalo, les fusillades ont chuté de 32 %. À Long Island, elles ont baissé de 29 %. À Westchester, elles ont baissé de 27 % - il s'agit dans tous les cas de juridictions GIVE.

J'ai également demandé à la police d'État de jouer un rôle encore plus grand dans la lutte contre les crimes violents dans nos communautés. Nous allons donc étendre les Groupes de stabilisation communautaire de la police d'État et les implanter dans 25 communautés de l'État.

Pour assurer la sécurité des personnes et protéger leur bien-être, il est essentiel de modifier le système de soins de santé mentale de New York, ce qui aurait dû être fait depuis longtemps.

Même avant la COVID, les taux de maladie mentale étaient en hausse. Et depuis le début de la pandémie, plus d'un New-Yorkais sur trois a cherché à obtenir des soins de santé mentale, ou connaît quelqu'un qui l'a fait.

Ils sont trop nombreux à ne pas pouvoir les obtenir. Les obstacles sont apparemment innombrables. Aucun rendez-vous disponible près de chez soi. L'assurance ne couvre pas les soins. De longues attentes pour des lits en soins psychiatriques dans les hôpitaux.

En conséquence, les gens sont contraints de souffrir en silence. La maladie progresse lorsqu'elle n'est pas traitée. Il n'est donc pas surprenant que le nombre de personnes souffrant de maladies mentales ait continué à augmenter.

Nous avons négligé les soins de santé mentale depuis si longtemps et laissé la situation s'aggraver au point de provoquer une crise de sécurité publique.

Les New-Yorkais sont anxieux dans le métro et dans nos rues lorsqu'ils voient des individus qui semblent nécessiter de l'aide, des personnes qui sont incapables de prendre soin d'elles-mêmes convenablement, des personnes qui pourraient causer du tort aux autres ou à elles mêmes, des personnes qui risquent de devenir de véritables victimes.

Je déclare que l'époque où l'on ignorait les besoins de ces individus est révolue. Parce que notre succès en tant que chefs de gouvernement est évalué en fonction de notre capacité à défendre et à soutenir tous nos électeurs.

Cette journée marque un revirement dans l'approche adoptée par notre État en matière de soins de santé mentale. Il s'agit d'un changement radical pour s'assurer que personne ne passe à travers les mailles du filet. Le changement le plus marquant depuis les années 1970, époque de la désinstitutionnalisation.

Je suis fier d'annoncer que nous investirons plus d'un milliard de dollars et que nous procéderons à des changements importants en matière de politique pour répondre pleinement et définitivement aux besoins de notre État en matière de santé mentale.

À l'heure actuelle, près de 3 200 New-Yorkais luttant contre une maladie mentale grave ou une dépendance vivent dans la rue et dans le métro.

Parallèlement, nous ne disposons pas d'un nombre suffisant de lits en psychiatrie pour les patients hospitalisés et de services ambulatoires.

Nous ajouterons 1 000 lits de soins psychiatriques en milieu hospitalier, en finançant les 150 nouveaux lits dans les établissements de l'État et en remettant en service 850 lits

de soins psychiatriques dans les hôpitaux. Cela représente plus de la moitié des lits que nous avons supprimés depuis 2014 et ils serviront à plus de 10 000 New-Yorkais chaque année. Ces mesures n'ont que trop tardé.

L'année dernière, on nous a demandé d'augmenter les taux de remboursement des hôpitaux pour que les lits en services psychiatriques soient rentables financièrement. C'est ce que nous avons fait, et nous avons accordé 27,5 millions de dollars de financement et des remboursements plus élevés. Pourtant, des centaines de ces lits restent toujours hors service. Et cela est inacceptable.

Par conséquent, nous allons maintenant insister pour que ces lits soient mis en service, et solliciter un plus haut niveau d'autorité pour le Bureau de la santé mentale afin d'assurer une coopération totale pour atteindre ces objectifs. Il s'agit d'un impératif moral, et d'un impératif lié à la sécurité publique.

Nous investirons également en faveur de services qui permettent aux patients de commencer à se réintégrer d'une manière qui soit sûre à la fois pour eux et pour la communauté, afin que nos lits d'hospitalisation ne soient pas saturés, faute d'options de traitement ambulatoire plus adaptées.

Nous savons que les logements avec services de soutien sont des outils à la fois de prévention et de rétablissement. C'est pourquoi mon plan prévoit la construction de plus de 3 500 logements résidentiels, accompagnés de services intensifs de santé mentale.

Et nous veillerons à ce que, lorsque les patients passent d'un type de traitement à un autre, aucun d'entre eux ne soit laissé pour compte. Les établissements devront, en vertu de notre plan, confier les patients à haut risque à des services polyvalents intensifs.

Et je vais proposer une loi interdisant aux compagnies d'assurance de refuser l'accès aux services essentiels de santé mentale.

Pour finir, nous allons nous concentrer sur nos enfants. Car trop d'écoles ne proposent aucun soutien en matière de santé mentale. Nos enfants ont besoin de services de prévention dès maintenant pour éviter qu'ils aient besoin de services plus intensifs à l'avenir.

Notre objectif est de réduire de moitié les besoins non satisfaits en matière de santé mentale chez les enfants au cours des cinq prochaines années.

Ainsi, qu'il s'agisse d'un enfant présentant des troubles du comportement ou d'un adulte souffrant de dépression, personne ne devrait être privé de test de dépistage, de rendez-vous chez le médecin ou de conseil. Et le coût ne devrait jamais constituer un obstacle.

Cela englobe les soins pour les personnes souffrant de dépendance, en particulier celles qui luttent contre les opiacés. Beaucoup trop de familles, dont la mienne, ont connu la douleur de perdre un être cher.

C'est pourquoi nous en ferons encore plus, en collaboration avec nos partenaires fédéraux et locaux, pour stopper le trafic de drogues illicites dans nos communautés et nous attaquer aux nouveaux additifs mortels comme la xylazine. Nous enverrons des ressources aux localités qui s'efforcent de démanteler les réseaux de fournisseurs de fentanyl.

Nous continuerons à élargir l'accès à la technologie qui peut détecter les additifs mortels avant qu'ils ne soient utilisés, et qui peut contrer les overdoses. Et nous créerons un nouveau groupe de travail multi-agences qui examinera toutes les solutions possibles. Parce que nous devons faire face à cette crise avec le degré d'urgence nécessaire.

Au début, j'ai dit que nous devions améliorer la qualité de vie des New-Yorkais. Mais on ne peut pas vraiment parler de qualité de vie sans évoquer le coût de la vie. Avec l'inflation galopante, les prix augmentent sur tous les produits que les familles doivent acheter. Et en plus de cela, payer le loyer mensuel ou l'hypothèque - c'est tout simplement insurmontable.

Parlons donc de la dépense la plus lourde pour tout le monde : le logement. Je pense à l'histoire de ma propre famille. Mes parents ont commencé leur vie de couple dans un parc à caravanes. Avec le salaire de mon père à une usine sidérurgique, ils ont finalement pu se loger dans un minuscule appartement à l'étage. Et à partir de là, ils ont économisé et ont acheté une petite maison de type Cape Cod.

Au fur et à mesure que nous grandissions et que mon père changeait d'emploi. J'ai suivi la réussite de mes parents à travers les maisons qu'ils pouvaient s'offrir. Ils savaient à quel point le logement était important, et ils nous ont élevés pour lutter pour le changement.

Ils étaient des militants, et ils ont fait du bénévolat pour une organisation appelée « Housing Opportunities Made Equal » - à une époque et à un endroit où cela était très controversé

Ils savaient que pour qu'une société puisse atteindre son plein potentiel, l'égalité d'accès au logement est une nécessité.

Parce que lorsqu'il n'y a pas suffisamment de logements pour les individus à tous les niveaux de revenus, ils ont du mal.

Si la situation se dégrade encore davantage, ils partent à la recherche de nouvelles opportunités ailleurs.



Au cours des dix dernières années, notre État a créé 1,2 million d'emplois - mais seulement 400 000 nouveaux logements. Nombreuses sont les raisons qui ont conduit à cet état de fait.

Mais en tête de liste, on trouve les politiques locales d'aménagement du territoire qui sont les plus restrictives du pays. Grâce au système de zonage, les communautés locales détiennent un pouvoir considérable pour entraver la croissance. En interdisant totalement les maisons plurifamiliales et en imposant des processus de zonage et de permis onéreux, elles rendent difficile, voire impossible, la construction de nouveaux logements.

Réfléchissez à cela. Les gens veulent vivre ici, mais les décisions locales visant à limiter le développement les en empêchent. Les gouvernements locaux peuvent et doivent faire des choix différents.

J'ai passé 14 ans au sein d'une administration locale, et notre communauté disposait d'un plan directeur dirigé par les citoyens qui permettait une expansion ciblée du logement et de la croissance économique, tout en préservant les espaces verts. Je sais que cela peut se faire.

Mais cela n'a pas été le cas. Entre 2010 et 2018, les comtés de Nassau, Suffolk, Westchester et Putnam, ont chacun accordé moins de permis de construire par habitant que la quasi-totalité des comtés de banlieue répartis dans les États suivants : Massachusetts, Connecticut, Californie du Sud, New Jersey, Pennsylvanie et Virginie du Nord.

Et en ce qui concerne la ville de New York, d'autres métropoles créent de nouveaux logements à un rythme deux à quatre fois supérieur au nôtre. À Boston, le taux est presque le double. Washington, D.C., le triple. Seattle, quatre fois plus.

Avec une offre réduite, la demande fait grimper les prix. Et qui se fait léser ? Les familles à revenus moyens et les familles à faibles revenus.

C'est pourquoi, depuis que je suis devenue gouverneure, le logement occupe une place prépondérante dans mon programme. Le budget que nous avons adopté ensemble l'année dernière comportait un plan quinquennal de 25 milliards de dollars pour créer et préserver 100 000 logements abordables, le plus grand investissement en matière de logement de l'histoire de notre État.

Nous avons débloqué des milliards pour la NYCHA, par la création du Fonds pour la préservation des logements publics de la ville de New York (New York City Public Housing Preservation Trust) Nous avons créé le programme d'assistance juridique pour la protection contre les expulsions, doté de 25 millions de dollars, afin de garantir que les locataires vulnérables bénéficient de la représentation qu'ils méritent au tribunal. Nous avons investi 539 millions de dollars dans le Fonds d'aide aux propriétaires et nous avons débloqué 100 millions de dollars en suppléments aux loyers.

Nous avons accompli beaucoup de choses ensemble, et je tiens à remercier la leader Andrea Stewart-Cousins et le président de l'Assemblée Carl Heastie d'avoir accordé la priorité au logement.

Ils reconnaissent à juste titre qu'un trop grand nombre de nos concitoyens ont du mal à trouver un endroit qu'ils peuvent considérer comme étant leur domicile, et ils attendent de nous un leadership audacieux. Une action décisive s'impose dès maintenant.

Aujourd'hui, je suis fière de présenter le Pacte de logement de New York, une stratégie révolutionnaire pour stimuler le développement du logement dont nous avons besoin pour que nos communautés puissent prospérer. Pour que notre économie se développe. Et que notre État prospère.

Le Pacte regroupe toute une série de changements apportés aux politiques qui, ensemble, permettront d'atteindre l'objectif ambitieux de 800 000 nouveaux logements au cours de la prochaine décennie.

Le Pacte fixe des exigences claires pour la croissance dont nous avons besoin tout en donnant aux collectivités locales de nombreux outils, une grande souplesse et les ressources nécessaires pour stimuler cette croissance.

Chaque localité de l'État disposera d'un objectif pour la construction de nouveaux logements. Dans le nord de l'État, l'objectif est que le parc de logements actuel augmente de 1 % tous les trois ans. Au sud de l'État, 3 % tous les trois ans.

Dans tout l'État, de nombreuses localités atteignent déjà ces objectifs. Beaucoup d'autres sont juste un peu en dessous.

Et dans nos petites villes et villages, il suffit de quelques nouveaux logements pour qu'ils atteignent leurs objectifs. Mais le fait est que certaines communautés devront procéder à de réels remaniements pour construire les logements dont nous avons besoin.

Il ne s'agit pas d'une démarche universelle. Les gouvernements locaux peuvent réaliser ces objectifs comme ils le souhaitent et déterminer les moyens de développer leur capacité de construction, par exemple en réaménageant les anciens centres commerciaux et parcs de bureaux, en encourageant la production de nouveaux logements ou en mettant à jour les réglementations relatives au zonage pour réduire les obstacles.

Nous savons que c'est une lourde tâche. Et c'est pourquoi les localités recevront l'aide de l'État pour réaliser cet objectif commun. Nous offrirons de nouveaux fonds substantiels pour les infrastructures telles que les écoles, les routes et les égouts indispensables pour soutenir les communautés en expansion.

Et nous réduirons les formalités administratives pour que les projets puissent avancer rapidement tout en protégeant la santé, la sécurité et l'environnement de nos communautés.

Mais lorsque les communautés n'ont pas fait de véritables efforts pour se développer et que les projets de logement proposés languissent sans raison légitime, l'État mettra en place un nouveau processus d'approbation accéléré.

Car si nous ne faisons rien, nous abandonnons notre responsabilité d'agir en temps de crise. Le Pacte pour le logement est également axé sur le développement adapté aux transports en commun. Nous savons tous que la MTA est le poumon de la région métropolitaine de New York, et nous continuerons à investir et à assurer sa santé financière à long terme.

Nos investissements en faveur des réseaux de trains de banlieue de classe mondiale ont permis de rapprocher davantage de personnes de leur lieu de travail et de créer des centres-villes plus prospères.

C'est pourquoi il est logique de bâtir de nouveaux logements dans ces mêmes quartiers. C'est ce qui se fait dans les villes du monde entier.

Ainsi, dans le cadre du Pacte, toute municipalité disposant d'une gare ferroviaire modifiera le zonage du secteur situé à moins de 800 mètres de la gare, afin de permettre la création de nouveaux logements au cours des trois prochaines années.

Finalement, le fait est que nous ne pouvons pas répondre à la demande de logements sans un programme d'incitation comme le 421a de la ville de New York. Sans ce programme, les promoteurs se contenteront de construire des condominiums ou de construire ailleurs, ce qui n'est pas ce qu'il nous faut.

Pour atteindre nos objectifs en matière de logement, nous collaborerons avec l'Assemblée législative pour remplacer cette pièce essentielle de ce casse-tête.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un plan ambitieux. Mais c'est ce que les New-Yorkais espèrent de leurs dirigeants et ils le méritent.

Aujourd'hui, nous disons : fini les lenteurs. Plus question d'attendre que quelqu'un d'autre règle ce problème. Le logement est un droit de la personne. Nous protégeons ce droit en veillant à ce que suffisamment de logements soient construits.

Il y a un proverbe qui dit : « Ne jamais laisser gaspiller une bonne crise ». Et nous ne gâcherons pas cette opportunité. Il faut simplement que tout le monde et toutes les communautés y contribuent.

La résolution de notre crise du logement serait un grand pas en avant pour que New York devienne plus abordable. Mais cela doit faire partie d'une démarche plus vaste.

Les propriétaires et les locataires s'inquiètent de pouvoir payer leurs factures d'énergie. Parce que les barèmes atteignent des niveaux record, poussés par des forces géopolitiques indépendantes de notre volonté, mais qui frappent nos portefeuilles ici même, à la maison.

Cet hiver, nous devons faire face à des prix de l'énergie qui seront 20 à 30 % plus élevés que ceux de l'année dernière. Cela oblige trop de familles à faible revenu à faire un choix : Est-ce que nous continuons à chauffer la maison ? Ou est-ce que nous mettons du pain sur la table ?

Personne ne devrait avoir à faire ce choix. Et le fait que New York compte les maisons les plus anciennes du pays ne facilite pas les choses. Elles sont moins bien isolées, plus difficiles à chauffer et produisent davantage d'émissions de gaz à effet de serre.

En fait, les bâtiments constituent la principale source d'émissions dans notre État, représentant un tiers de notre production de gaz à effet de serre, ainsi que la pollution qui aggrave l'asthme et met nos enfants en danger.

C'est pourquoi je propose aujourd'hui une série très ambitieuse de mesures visant à protéger nos ménages les plus vulnérables vis-à-vis des factures énergétiques exorbitantes, et à préparer le terrain pour un avenir plus durable.

Ce programme, que nous baptisons « EmPower Plus », aidera les familles à faibles revenus à rénover leur maison en y installant des matériaux isolants, en modernisant les appareils électroménagers et en remplaçant les systèmes de chauffage à combustible fossile par des systèmes de chauffage électrique propres.

Ce programme concernera des dizaines de milliers de foyers en l'espace d'un an. Les logements qui sont équipés d'un système électrique pourront bénéficier d'une garantie de prix abordable en matière d'énergie, une première dans le pays, à savoir la promesse qu'ils ne dépenseront jamais plus de 6 % de leurs revenus pour l'électricité.

Nous voulons également soulager les résidents qui doivent faire face à des factures d'électricité élevées. Nous fournirons donc une aide d'au moins 165 millions de dollars pour soulager plus de 800.000 usagers des services publics. Nous savons que la solution pour une durabilité à long terme - pour nos portefeuilles et notre planète - est de renoncer aux combustibles fossiles.

TPour avancer dans ce sens, je propose un plan visant à mettre fin à la vente de tout nouvel équipement de chauffage alimenté par des combustibles fossiles d'ici 2030.

Et je préconise que toutes les nouvelles constructions soient à émission zéro, à partir de 2025 pour les petits bâtiments et de 2028 pour les plus grands. Nous adoptons ces mesures parce que le changement climatique constitue la plus grande menace pour notre planète, ainsi que pour nos enfants et petits-enfants.

En 2019, cette législature a instauré des mandats et des délais ambitieux pour la réduction des émissions.

Et maintenant, nous mettons ce plan à exécution. Bien sûr, nous devons le faire de manière réfléchie. D'une manière qui donne la priorité au caractère abordable, qui protège ceux qui ont déjà du mal à s'en sortir et qui rectifie les injustices environnementales du passé.

C'est dans cet esprit que nous mettons en place un programme de plafonnement et d'investissement (Cap-and-Invest) à l'avant-garde de notre pays pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, investir dans l'économie de l'énergie propre et privilégier la santé et le bien-être économique de nos familles.

Les gros émetteurs devront se procurer des permis pour vendre des carburants polluants. Plus le carburant est sale, plus le prix est élevé. Et la partie « investissement » du programme accélérera la transition vers l'énergie propre et prévoira un abattement universel pour l'action climatique qui générera des revenus d'un milliard de dollars que nous allouons pour aider à couvrir les factures des services publics, les coûts de transport et les efforts de dé-carbonisation.

Ce qui est formidable à propos du programme de plafonnement et d'investissement, c'est qu'il nous offre une certaine souplesse, de sorte que nous pouvons concentrer nos efforts sur les plus gros pollueurs et veiller à ce que les familles, les exploitations agricoles et les petites entreprises ne soient pas accablées par les coûts.

Lorsque nous aidons les familles à faire face aux dépenses énergétiques et à assurer la transition vers l'avenir, nous savons que cet avenir appartient à nos enfants.

Étant la première mère à diriger cet État, je suis bien placée pour reconnaître l'impact qu'a le manque de services de garde d'enfants abordables sur les familles.

Mais en qualité de gouverneure, je suis également consciente de l'impact sur l'économie de l'État. Il y a plus de 35 ans, je travaillais au Capitole, pour le sénateur Daniel Patrick Moynihan.

J'adorais mon travail, mais je n'avais pas accès à des services de garde d'enfants abordables. J'ai donc dû interrompre ma carrière pour élever mes enfants.

Ce sont trop souvent les mères, en particulier, qui sont obligées de faire ce gros sacrifice. C'est pourquoi j'étais si fière d'annoncer que le budget de l'année dernière prévoyait 7 milliards de dollars sur quatre ans pour des services de garde d'enfants abordables, et nous avons travaillé ensemble pour y parvenir.

Nous avons réduit les frais à la charge de davantage de familles et élargi le nombre de services de garde dans les régions qui en manquaient le plus. Mais trop de familles n'ont pas accès aux ressources disponibles.

Moins de 10 % des familles qui ont droit à une aide pour la garde d'enfants s'inscrivent réellement. C'est l'héritage d'un système difficile à naviguer - et ce, intentionnellement. Il faut que cela change.

Notre projet vise à simplifier et à centraliser le processus de demande de services de garde d'enfants, à en élargir l'accès pour les familles les plus vulnérables, à améliorer les critères d'admissibilité en fonction du revenu et à réduire les quotes-parts, tout en soutenant les fournisseurs de services de garde d'enfants qui sont absolument indispensables pour les parents qui travaillent.

Maintenant, si nous voulons vraiment nous attaquer de front à la crise en matière d'accessibilité financière, il faut reconnaître que les travailleurs à bas salaire ont été le plus durement touchés par la forte inflation.

Pour les ménages à faible revenu, les dépenses mensuelles moyennes consacrées aux biens et à l'énergie ont grimpé de plus de 13 % en deux ans seulement.

Cela pousse les familles en marge de la société jusqu'au point où elles ne peuvent plus s'en sortir. Par conséquent, par souci d'équité et de justice sociale, je propose un plan visant à indexer le salaire minimum en fonction de l'inflation.

Si les prix augmentent, les salaires augmenteront aussi. Tout comme d'autres États qui ont mis en place cette politique, nous établirons des mécanismes de protection afin que les employeurs puissent prévoir les augmentations, et nous offrirons une certaine souplesse en cas de récession.

Mais ce changement important permettra aux quelque 900 000 travailleurs bénéficiant du salaire minimum de disposer d'une planche de salut. Ces travailleurs sont plus souvent des femmes, notamment des mères célibataires, et sont plus souvent des personnes de couleur.

Le fait de mettre un peu plus d'argent dans leurs poches les aide et profite à l'ensemble de notre économie, car cet argent retourne dans les entreprises et les services locaux.

Ces initiatives et ces politiques, ces nouveaux investissements et ces nouvelles démarches, ne constituent que la partie émergée de l'iceberg.

Ce que vous avez entendu de ma bouche constituent mes plus grandes priorités en vue d'améliorer la vie des New-Yorkais.

Mais il ne s'agit en aucun cas d'une liste exhaustive. De fait, je sais que beaucoup d'entre vous ont hâte de lire le livre de 275 pages qui contient les 147 propositions réfléchies en matière de politique.

Mais pour récapituler : Mes objectifs sont simples et clairs. Nous ferons en sorte que New York soit plus sûre. Nous ferons en sorte que New York soit plus abordable. Nous créerons plus d'emplois et d'opportunités pour les New-Yorkais d'aujourd'hui et de demain.

Nous ouvrirons des portes aux communautés et aux personnes qui, historiquement, n'ont pas eu les mêmes chances de réussite.

Alors que d'autres États continuent à régresser en matière de droits essentiels et fondamentaux, nous allons protéger et concrétiser ces droits. Et nous continuerons à être le leader du pays à tous égards.

La tâche à accomplir est colossale et les enjeux ne pourraient être plus élevés. Mais j'ai la chance de vivre dans la maison autrefois occupée par l'un des plus grands leaders et penseurs de notre État, dénommé Roosevelt.

Eleanor Roosevelt a dit un jour : « Vous qui allez construire un nouveau monde, vous devez avancer en faisant preuve de courage. » Nous allons construire un nouveau monde. Et nous serons courageux.

Nous entreprendrons les démarches difficiles, les choses nécessaires, pour relever et soutenir les New-Yorkais et leur ouvrir la voie pour qu'ils réalisent le rêve de New York.

C'est ma promesse envers les citoyens de New York, et je travaillerai avec les membres de la législature pour tenir cette promesse.

Que Dieu bénisse le grand État de New York, et que Dieu bénisse l'Amérique. Merci.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418